



THE LONDON SCHOOL
OF ECONOMICS AND
POLITICAL SCIENCE ■

2008 Examination (Language Centre)

LN731

French: Level Four (Grammar)

Instructions to candidates

Time allowed: 1 hour 50 minutes

This paper contains 3 sections:

- Grammar (15%)
- Reading (15%)
- Writing (15%)

Each section is given equal weight. Dictionaries are **not** allowed in this examination.

The following elements are also included in your final mark:

- A Speaking test which is conducted in class (15%)
- Your Dossier of Coursework (30%)
- Class Participation (10%)

Name

LSE Number

SECTION 1 : GRAMMAIRE (/ 100)

1. Mettez le texte suivant au passé (employez l'imparfait ou le passé composé).

Il ----- (**pleuvoir**) toujours quand nous -----
(**sortir**) du cinéma.

Nous ----- (**ne pas avoir**) nos parapluies avec
nous. Alors nous ----- (**décider**) de prendre
un taxi.

Nous ----- (**attendre**) qu'un taxi arrive quand
soudain, nous ----- (**entendre**) un fracas
terrible.

J'----- (**courir**) vers la scène de l'accident.

J'----- (**voir**) trois hommes qui -----
(**se disputer**) et ----- (**gesticuler**) au milieu de la rue.

(5 points pour chaque verbe)

2. Indicatif ou subjonctif ?

1. Je souhaite que tu ----- (**faire**) un bon voyage.
(5 points)
2. Je suis certain qu'il y ----- (**avoir**) un train pour Paris ce soir.
(5 points)
3. Il semble que ce ----- (**être**) une fausse nouvelle.
(5 points)
4. Il faut absolument que j' ----- (**aller**) chez le dentiste.
(5 points)
5. Il me semble que vous ----- (**faire**) des
progrès en français.
(5 points)

Complétez les phrases suivantes:

1. ----- qu'il reçoive cette lettre rapidement.
(5 points)
2. ----- qu'il recevra cette lettre rapidement.
(5 points)
3. -----que les hommes aillent un jour sur la
planète Mars.
(5 points)
4. Je travaille bien que -----
(5points)
5. Elle regrette que -----
(5 points)

SECTION 2 : COMPRÉHENSION ÉCRITE (/ 100)

L'Europe veut un "nouveau partenariat" avec l'Afrique

Le Monde, 07/12/07.

Deux continents, l'Afrique et l'Europe, dont les liens historiques et économiques s'étiolent sous l'effet de la mondialisation, ont rendez-vous à Lisbonne, samedi 8 et dimanche 9 décembre. Ce sommet, qui doit réunir les dirigeants de 53 pays africains et des 27 pays de l'Union européenne (UE), fait doublement figure d'événement au regard du calendrier : aucune réunion du même type n'a pu être organisée depuis la première, qui s'était tenue au Caire en 2000.

Mais le sommet de Lisbonne intervient surtout au moment où l'influence croissante de la Chine et le réinvestissement américain sur le continent noir obligent les Européens à revoir collectivement leurs relations avec l'Afrique et placent les Africains, désormais courtisés et non plus seulement demandeurs, dans une position moins défavorable qu'à l'accoutumée.

"Véritable enjeu géostratégique" l'Afrique "n'est plus *la chasse gardée de l'Europe*", proclame-t-on à Bruxelles. Aux yeux des Européens, les enjeux liés à la lutte contre

le terrorisme et aux migrations s'ajoutent désormais aux intérêts purement économiques et énergétiques.

Ainsi, l'objectif affiché par les Européens à Lisbonne consiste-t-il rien moins qu'à construire un nouveau "*partenariat stratégique*" basé sur une relation "*d'égal à égal*" avec l'Afrique en rupture avec "*une vision caritative moralisante*".

Il s'agit de "*tourner ensemble la page du Congrès de Berlin* (au cours duquel, en 1884-1885, les États européens se partagèrent l'Afrique)", estime Louis Michel, commissaire européen chargé du développement, qui lance: "*Imaginons une alliance entre l'Afrique et l'Europe qui soit fondée sur un vrai accord avec même peut-être des instances communes. Imaginez le pouvoir de ce marché, le pouvoir politique de cet espace de citoyens!*"

Un demi-siècle après les indépendances, l'UE souhaite "*un nouveau départ*" dans les relations entre les deux continents : "*une politique avec l'Afrique*" et non plus "*pour l'Afrique*", selon le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

A Lisbonne, Européens et Africains doivent adopter une déclaration politique affirmant le principe de "*l'égalité dans la souveraineté*", traduit en termes concrets dans un "*plan d'action*" incluant huit priorités : la paix et la sécurité (avec le soutien européen aux opérations de maintien de la paix), la gouvernance et les droits de l'homme, le commerce, la réussite des "objectifs du millénaire" (éducation, santé, etc.), l'énergie, le changement climatique, le thème "migration, mobilité et emploi" et la science. Pour la première fois, un représentant spécial de l'UE auprès de l'Union africaine (UA), le diplomate belge Koen Vervaeke, actuel collaborateur du haut représentant de l'union pour la politique étrangère, Javier Solana, a été désigné. Basé à Addis-Abeba, il aura pour mission de veiller à l'application de la politique européenne en Afrique.

Alors que Bruxelles insiste sur l'équilibre du "*partenariat*" à instaurer, le sommet devrait résonner de la colère de nombreux dirigeants africains qui refusent de signer les accords commerciaux de libre échange que l'UE les presse de parapher avant le 31 décembre. Ils craignent que la libre entrée de produits européens subventionnés ne porte des coups fatals à leur économie balbutiante et ne les prive de recettes douanières.

D'autres sujets devraient s'inviter à Lisbonne, comme le devenir de la force européenne (Eufor) qui doit intervenir autour du Darfour, au Tchad et en Centrafrique. Son déploiement, programmé pour décembre, est ajourné, faute de contributions suffisantes et en raison des soupçons pesant, aux yeux de certains Européens, sur la neutralité d'une mission dominée par la France.

Enfin, la querelle entre la Grande-Bretagne et le Zimbabwe, qui a failli faire capoter le sommet, devrait nourrir les débats. Gordon Brown, le Premier ministre britannique, ne viendra pas à Lisbonne, furieux de l'invitation adressée à Robert Mugabe, à la tête d'un Zimbabwe en pleine faillite et en principe interdit d'entrée dans l'UE pour atteinte aux droits de l'homme. "*Si nous avons comme règle de ne pas participer aux conférences avec des pays qui ne respectent pas les droits de*

l'homme, je crains que nous n'assistions plus à beaucoup de conférences internationales" a justifié M. Barroso.

La question des droits de l'homme sera à l'ordre du jour du sommet, assurent les Européens, mais celui-ci ne doit pas être "*pris en otage*" par la controverse autour de M. Mugabe. Pourtant, s'inquiète Reed Brody, conseiller de l'ONG Human Rights Watch, "*le sommet fera-t-il vraiment une différence pour les civils sous les bombardements en Somalie, pour les militants de la démocratie au Zimbabwe ou pour la jeunesse sénégalaise sur un radeau vers l'Espagne?*".

Philippe Bernard et Thomas Ferenczi.

Répondez aux questions ci-dessous en rédigeant des phrases complètes et en utilisant vos propres mots :

- 1) Quelle est la conséquence de la mondialisation au niveau des liens entre l'Europe et l'Afrique ? (12,5 points)

- 2) Pourquoi les Européens sont-ils amenés à revoir leurs relations avec l'Afrique ? (.12,5 points.)

- 3) Désormais, quelle est la position des Africains sur la scène mondiale ? (12,5 points)

4) Du point de vue européen, quels sont les intérêts de ce partenariat ?
(12,5 points)

5) Quel est l'objectif que les Européens disent vouloir atteindre avec l'Afrique ?
(12,5 points)

6) Qu'est-ce qui a changé dans les rapports entre l'Europe et l'Afrique depuis environ cinquante ans ?
(12,5 points)

7) Quelles sont les priorités du "plan d'action" que doivent mettre en œuvre les Européens et les Africains ?
(12,5 points)

8) Pourquoi certains dirigeants africains refusent-ils de signer les accords commerciaux de libre échange ?
(12,5 points)

SECTION 3 : EXPRESSION ÉCRITE (/100)

Choisissez l'une des trois questions ci-dessous et écrivez une rédaction de 250 mots maximum.

- 1) Pensez-vous que les sites de réseaux sociaux tels que *Facebook*, *MySpace*, etc. représentent un danger en ce qui concerne le vol d'identité personnelle ? Justifiez votre réponse en donnant des exemples précis.

- 2) Vivons-nous déjà dans le monde de "Big Brother" ? Selon vous, les nouvelles technologies (caméras de surveillance, les cartes de transport, le GPS, la biométrie, etc.) sont-elles une atteinte à l'espace privé ?

- 3) La fin de l'année 2007 a été marquée par une nouvelle vague de violence dans certaines banlieues de Paris. La population immigrée de ces banlieues a du mal à s'intégrer à la société française.
Pouvez-vous parler des causes de ces tensions et suggérer quelques mesures sociales, politiques et économiques pour éviter que se reproduise ce type d'événements ?

[illegible]

[illegible]

FIN DE L'EXAMEN